

Dominique Strauss-Khan, les hauts et les bas d'un homme doué

CÉLINE ROUDEN

À l'inverse d'un Lionel Jospin, dont il a été longtemps le fidèle lieutenant et qui se définissait comme « *un austère qui se marre* », DSK est décrit par son biographe Michel Taubmann (1) comme un « *marrant qui bosse* ». Chaleureux, séducteur, ambitieux, ce père de quatre enfants, marié trois fois, n'a jamais dédaigné les plaisirs de la vie.

Entré au PS par la porte du groupe des experts – ce qui lui vaudra une réputation d'apparatchik –, il en franchit rapidement tous les échelons jusqu'à devenir d'abord ministre de l'industrie et du commerce extérieur entre 1991 et 1993, puis ministre de l'économie et des finances entre 1997 et 1999. Le jeune économiste marxiste, converti aux théories keynésiennes, croit en un socialisme de production et de distribution et rêve de convertir le PS au réalisme économique. De son passage à Bercy, il gardera toutefois une réputation de social-libéral forgée, à coups d'orthodoxie budgétaire et de privatisations.

S'il n'a pas hésité à mener la bataille pour conquérir la mairie de Sarcelles et s'est implanté durablement dans le Val-d'Oise, DSK n'a jamais eu le profil d'un élu de terrain et a toujours rechigné devant les batailles d'appareil et de courants chères aux socialistes. Il a ainsi manqué l'occasion, au grand désespoir de ses dévotionnaires, d'occuper la place laissée vacante par Lionel Jospin à partir de 2002 et d'imposer définitivement son leadership sur le PS.

Ce manque de détermination lui vaudra de multiples traversées du désert. Après la cinglante défaite des socialistes aux législatives de 1993, puis celle, humiliante, de la présidentielle en 2002. À chaque fois pourtant, il parviendra à rebondir grâce à son talent et son entregent. Jusqu'à être nommé en 2007, après son échec à la primaire socialiste de 2006, directeur général du FMI, avec le soutien de Nicolas Sarkozy.

Par deux fois, l'ancien ministre de l'économie et des finances a pourtant déjà failli tout perdre. La première fois le 2 novembre 1999, lorsqu'une fois atteint son rêve de devenir le grand argentier de la France, il doit démissionner avec fracas du gouvernement Jospin à la suite d'une enquête ouverte contre lui en marge de l'affaire dite « de la Mnef », cette mutuelle étudiante proche du PS. La découverte d'une lettre de mission antidatée fait peser sur lui des soupçons d'emploi fictif. Débute alors tout une série d'affaires qui vont transformer l'an 2000 en « *annus horribilis* » pour Dominique Strauss-Kahn.

On lui reproche d'avoir fait payer le salaire de sa secrétaire au Cercle de l'industrie, un club qu'il a créé en 1993 pour défendre les intérêts de l'industrie française, par ElfAquitaine. Puis c'est la rocambolesque affaire de la cassette Méry. Cet enregistrement vidéo dans lequel un homme d'affaires, soupçonné d'avoir été un des nanciers occultes du RPR, porte de graves accusations contre Jacques Chirac se serait retrouvé inexplicablement en sa possession.

Ressorti blanchi de chacune de ces affaires, il en gardera néanmoins l'image d'un homme peu scrupuleux, aux liens étroits avec les grands patrons, utilisant son carnet d'adresses pour s'assurer de confortables revenus.

La seconde fois qu'il a failli tout perdre, c'est en 2008. Un an à peine après son installation à Washington, la révélation de sa liaison extraconjugale avec une économiste hongroise entraîne l'ouverture d'une enquête interne pour déterminer s'il y a eu « *abus d'autorité* ». Il s'en faut de peu que cet épisode ne lui coûte sa place.

L'argent et les femmes : l'ex-futur candidat à la présidentielle avait confié lors d'un déjeuner récent à des journalistes de *Libération* qu'il savait être attendu au tournant sur ces deux questions pendant la campagne qui s'annonçait. Son train de vie – son troisième mariage avec la journaliste Anne Sinclair l'avait mis définitivement à l'abri du besoin – lui a valu un début de polémique la semaine dernière. Son penchant pour les femmes est au cœur de la tempête dans laquelle il est plongé depuis samedi à New York.

DSK n'a jamais eu le profil d'un élu de terrain et a toujours rechigné devant les batailles d'appareil et de courants chères aux socialistes.